



MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES (PI)

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES (CCTP)

Pouvoir adjudicateur en charge de la passation :
Centre Hospitalier d'Avignon
305 Rue Raoul Follereau
84902 Avignon cedex 9

Service acheteur chargé de l'exécution du marché :
Cellule TERRAH - Direction Générale

Objet du marché :

**Mission de contrôle technique
dans le cadre de la construction d'un bâtiment
d'hospitalisation, d'un centre d'hémodialyse
et l'extension-restructuration des urgences adultes**

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

SOMMAIRE

Article 1	Dispositions générales	3
1.1	Objet du marché.....	3
1.2	Caractéristiques de l'opération	3
1.2.1	<i>Caractéristiques principales.....</i>	<i>3</i>
1.2.2	<i>Spécificités techniques de l'opération</i>	<i>3</i>
1.2.3	<i>Délais prévisionnels de réalisation des études et des travaux.....</i>	<i>3</i>
Article 2	Prestations de contrôle technique	4
2.1	Définition des missions	4
2.2	Conditions générales d'intervention	5
2.2.1	<i>Cadre général de la mission</i>	<i>5</i>
2.2.2	<i>Référentiels imposés pour le contrôle technique</i>	<i>5</i>
2.2.3	<i>Prise en compte des nouvelles réglementations.....</i>	<i>5</i>
2.2.4	<i>Procédures de transmission des documents et informations.....</i>	<i>5</i>
2.2.5	<i>Formulation des avis.....</i>	<i>6</i>
2.3	Précisions concernant les missions	6
Article 3	Phase d'intervention	7
3.1	Cadre général	7
3.2	Phase 1 : Avis et contrôle des documents de conceptions	7
3.3	Phase 2 : Avis et contrôle des documents d'exécution	8
3.4	Phase 3 : Avis et contrôle sur chantier des ouvrages et éléments d'équipements soumis au contrôle et formulation des avis correspondants	8
3.5	Phase 4 : Opérations de réception	8
3.5.1	<i>Démarches préalables à la visite de la commission de sécurité</i>	<i>8</i>
3.5.2	<i>Prestations à fournir lors de la visite de la commission de sécurité</i>	<i>9</i>
3.5.3	<i>Vérifications finales – Réception des travaux (chantier)</i>	<i>9</i>
3.6	Phase 5 : Contrôle des travaux effectués pendant la période de garantie de parfait achèvement.....	9
Article 4	Délais et fréquence d'intervention	10
4.1	Phase conception.....	10
4.2	Phase travaux	10

Article 1 Dispositions générales

1.1 Objet du marché

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) a pour objet de définir la mission de contrôle technique, au sens des articles L. 125-1 à L. 125-6 du Code de la construction et de l'habitation (CCH) dans le cadre de :

Construction d'un bâtiment d'hospitalisation, d'un centre d'hémodialyse et l'extension-restructuration des urgences adultes

Il complète ou déroge, pour chaque mission ou phase d'intervention, aux définitions du cahier des clauses techniques générales applicable aux marchés de contrôle technique (CCTG Contrôleur Technique), approuvé par le décret n°99-443 du 28 mai 1999.

En cas de contradiction entre ces documents, l'ordre de priorité est fixé par le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) du marché.

1.2 Caractéristiques de l'opération

1.2.1 Caractéristiques principales

Le présent marché a pour objet la Construction d'un bâtiment d'hospitalisation, d'un centre d'hémodialyse et l'extension-restructuration des urgences adultes.

Les surfaces du projet (construction neuve et réhabilitation) représentent un besoin de **6 837 m² de surface utile** pour une **surface dans œuvre d'environ 10 377 m²**.

La période d'études est fixée à **13 mois**, y compris périodes d'analyses et de validation du maître d'ouvrage.

Les travaux seront phasés et auront lieu en site occupé. La durée des travaux est estimée à **60 mois** en deux phases principales de travaux (compris période de préparation et réception) :

- Phase 1 : Construction d'un bâtiment d'hospitalisation de 82 lits extensibles à 116 et d'un centre d'hémodialyse de 32 places et 4 places de repli. La durée des travaux de cette phase est estimée à **20 mois** pour un objectif ferme de livraison du plateau de pédiatrie pour **juillet 2028**.
- Phase 2 : Concerne la démolition du bâtiment administratif et l'extension et la restructuration des urgences adultes et des locaux libérés par le service d'hémodialyse. La durée des travaux de cette phase estimée à **40 mois** pour un objectif de livraison pour **fin 2031**. La phase 2 fera l'objet de plusieurs sous phases et d'autant de réceptions partielles (nombre de sous-phases estimé à ce stade à 4). L'objectif est de maintenir l'activité des urgences adultes pendant toute la durée des travaux.

Le montant prévisionnel de travaux est estimé à 29 M€ HT travaux en valeur janvier 2025.

1.2.2 Spécificités techniques de l'opération

L'attention du Bureau de contrôle est attirée sur les spécificités suivantes de l'opération :

- D'un ERP de type U de 1^{ère} catégorie
- Site occupé
- Opération phasée

1.2.3 Délais prévisionnels de réalisation des études et des travaux

Les délais prévisionnels de réalisation des études et des travaux sont prévus à l'article 3.2 du CCAP.

Article 2 Prestations de contrôle technique

2.1 Définition des missions

Les interventions du contrôleur technique comportent les missions de base suivantes :

- Mission L : relative à la solidité des ouvrages et des équipements indissociables
- Mission S : relative à la solidité des ouvrages et des équipements indissociables. Notons ici qu'il s'agit d'une mission SEI, car le bâtiment à édifier est un ERP.

La liste des missions de contrôle technique complémentaires des missions de base L et S qui sont confiées au titulaire est détaillée ci-dessous :

- Mission PS : relative à la sécurité des personnes dans les constructions en cas de séisme
- Mission P1 : relative à la solidité des éléments d'équipement non indissociablement liés
- Mission LE : relative à la solidité des existants
- Mission AV : relative à la solidité des avoisinants
- Mission Ph : relative à l'isolation acoustique des bâtiments **y compris Fourniture de l'Attestation** de prise en compte de la réglementation acoustique prévue au Code de la Construction et de l'Habitation
- Mission Th : relative à l'isolation thermique et aux économies d'énergie
 - **y compris vérification carbone en conception et en travaux jusqu'à la livraison**
 - **y compris Fourniture de l'Attestation de prise en compte de la réglementation thermique prévue au Code de la Construction et de l'Habitation**
- Mission Hand : relative à l'accessibilité des constructions pour les personnes handicapées, **compris Attestation accessibilité handicapés à l'achèvement des travaux prévue au Code de la Construction et de l'Habitation**).
- Mission VIEL : vérification initiale des installations électriques conformément à l'arrêté du 19 avril 2012 relatif aux normes d'installation intéressant les installations électriques des bâtiments

Les missions S et HAND visent la réglementation ERP et le code du travail.

Le contrôleur technique devra fournir tous les rapports réglementaires (RICT, RFCT, RVRAT, RVIEL, ...) et toutes les attestations liées à l'exercice de ces missions (notamment L, PS, HAND, TH, PH)

Le projet fera l'objet de réceptions partiels nécessitant la production de plusieurs RVRAT. Le nombre de réception partielle est, à ce stade estimé à 5.

2.2 Conditions générales d'intervention

2.2.1 Cadre général de la mission

D'une manière générale, les conditions d'exécution des actes techniques et des actes d'information prévus par le CCTG Contrôle Technique sont complétées comme suit :

- La mission du contrôleur technique peut le conduire à s'assurer que la qualité des produits utilisés dans la construction est appropriée au projet ; dans ce but, il doit notamment signaler au maître de l'ouvrage les essais qu'il estime nécessaires,
- Le contrôle ne porte que sur les parties visibles ou accessibles au moment de l'intervention du contrôleur technique qui ne procède à aucun démontage ou sondage destructif. Toutefois, des opérations de démontage ou sondage destructif peuvent être effectuées à la diligence et à la charge du maître de l'ouvrage, après demande dûment motivée du contrôleur technique et accord du maître d'œuvre.

2.2.2 Référentiels imposés pour le contrôle technique

Le contrôle technique est fondé sur la comparaison de l'objet contrôlé à des référentiels imposés par le CCTG CT. Ces référentiels sont complétés en tant que de besoin par les pièces contractuelles des marchés de travaux.

Dans les domaines non couverts par des règlements, le contrôleur technique attire l'attention du maître de l'ouvrage sur la nature générale du risque encouru du fait des dispositions retenues pour la conception ou l'exécution des ouvrages, notamment s'il a connaissance d'une pathologie visant le domaine concerné.

2.2.3 Prise en compte des nouvelles réglementations

Il appartient au contrôleur technique de formuler ses avis sur la base des textes en vigueur à la date d'obtention des autorisations administratives préalables à la construction.

Si une nouvelle réglementation apparaît postérieurement à ces dates, le contrôleur technique est tenu d'attirer l'attention du maître de l'ouvrage sur les conséquences de cette nouvelle réglementation. Il distingue ce qui relève des évolutions souhaitables et des modifications obligatoires, notamment pour l'obtention des autorisations d'ouverture au public ou d'exploitation.

Il en est de même pour les projets connus de réglementation ou les transpositions en droit interne des normes européennes.

2.2.4 Procédures de transmission des documents et informations

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de mettre en place une plateforme collaborative d'échange de documents.

Dans cette hypothèse, la totalité des diffusions d'informations relatives au projet devront y être déposées : compte rendu d'analyse, avis, compte rendu de visite, etc. (liste non limitative).

Une convention viendra fixer les modalités pratiques de fonctionnement de cette plateforme. Ces modalités seront sans effet sur le montant du marché du titulaire et ne viendront pas limiter le contenu de la mission objet du présent marché.

2.2.5 Formulation des avis

Dans le cadre de sa mission, le contrôleur technique doit notamment consigner le résultat de ses examens, avec ou sans remarques, dans des fiches d'avis technique puis dans des rapports (rapports intermédiaires et rapports récapitulatifs).

Ces fiches sont numérotées chronologiquement et font apparaître, en plus de l'avis technique proprement dit, les renseignements suivants :

- Référence de l'opération ;
- Nature de la mission ;
- Origine et date du document examiné ou date de la visite sur le chantier ;
- Liste des destinataires.

Un protocole de diffusion des documents et informations soumis à l'avis du contrôleur technique et la diffusion des avis du contrôleur technique seront établis conjointement par le contrôleur technique, l'OPC, le Maître d'œuvre et la Maitrise d'ouvrage.

Les avis du contrôleur technique doivent être explicites, précis et motivés.

En cas de difficulté technique particulière, de litige ou de contestation portant sur des dimensionnements d'ouvrages, de parties ou d'éléments d'ouvrages, le contrôleur technique doit être en mesure de fournir un avis explicite sur les calculs justificatifs établis par le maître d'œuvre ou l'entrepreneur.

Enfin, le contrôleur technique est tenu de signaler au maître d'ouvrage, tout document manquant et nécessaire à son intervention.

2.3 Précisions concernant les missions

L'ouvrage étant classé ERP, la mission S est complétée par :

- Pour les établissements recevant du public (ERP), les vérifications techniques prévues, avant l'ouverture de l'établissement au public, au Code de la construction et de l'habitation ;

A ce titre, le contrôleur technique est notamment chargé :

- D'informer le maître de l'ouvrage des contraintes particulières qui s'imposent du fait du classement de l'ouvrage ;
- De participer aux réunions concernant l'établissement des notices de sécurité devant être jointes aux déclarations ou demandes d'autorisation de construire ;
- D'assister la maîtrise d'œuvre pour la rédaction des notices de sécurité ;
- De donner un avis sur la notice de sécurité ;
- De contrôler l'application des prescriptions délivrées par les instances administratives concernées
- D'établir les attestations et rapports de vérifications techniques prévus par les textes concernés.

Article 3 Phase d'intervention

3.1 Cadre général

Les différentes phases d'intervention de la mission sont celles définies par l'article 11 du CCTG Contrôle Technique.

Les actes techniques et d'information correspondant à chacune d'elles sont prévus par l'annexe B du même CCTG. Les dispositions du CCTG CT sont complétées par les stipulations ci-après.

Les différentes phases décrites ci-après sont des « parties techniques » au sens de l'article 22 du CCAG-PI.

3.2 Phase 1 : Avis et contrôle des documents de conceptions

La phase « examen des documents de conception » est décomposée selon chaque stade de la mission de conception :

- Analyse de l'esquisses du lauréat du concours de Maîtrise d'œuvre et production d'un rapport ;
- Vérification des diagnostics ;
- Etudes d'avant-projet sommaire ;
- Etudes d'avant-projet définitif ;
- Études de projet ;
- Dossier de demande de permis de construire : la prestation intègre, en tant que de besoin, les permis modificatifs ;
- Etudes de DCE.

Les documents de conception que le contrôleur technique doit examiner au titre de sa mission sont ceux produits par le maître d'œuvre aux stades correspondants. Le contrôleur dispose d'un délai de 15 jours calendaires (à compter de la réception des documents) pour transmettre ses avis.

Préalablement à l'examen des documents de conception, le contrôleur technique procède à l'examen des objectifs et exigences prévues dans le programme de l'opération, notamment sur le plan de la sécurité et dans les domaines définis dans le cadre de sa mission.

Le contrôleur technique participe aux réunions auxquelles il est convoqué dans le cadre des phases d'études. Pendant ou à l'issue de ces réunions, le contrôleur technique peut formuler des avis. Les avis formulés en cours de réunion sont consignés au compte-rendu, les avis postérieurs sont écrits et transmis.

En fin de chaque stade de la phase de conception tels que mentionnés ci-avant, le contrôleur technique adresse un rapport intermédiaire au maître de l'ouvrage résumant ses avis sur les documents examinés, dans un délai de 15 jours calendaires à compter de la réception par ses soins du dossier d'études de la phase en cours par le maître d'œuvre.

À l'issue de la phase de conception, il établit le rapport initial de contrôle technique dans un délai de 15 jours calendaires à compter de la réception par ses soins du dossier d'études de projet transmis par le maître d'œuvre.

Les prestations spécifiques à certains stades de la conception :

Permis de construire ou autorisation de travaux

Au stade de l'élaboration du dossier de permis de construire ou de la demande d'autorisation de travaux (prévue aux articles L421-1 à 9 du code de l'urbanisme), le contrôleur technique participe, en tant que de besoin, aux réunions de présentation du dossier aux instances concernées.

3.3 Phase 2 : Avis et contrôle des documents d'exécution

Le contrôleur technique examine les plans et autres documents techniques d'exécution réalisés préalablement à l'exécution des travaux (notamment les plans de synthèse).

Il prend connaissance des autres documents établis ou fournis par le maître d'œuvre et par les entreprises (procès-verbaux, certificats de qualification, etc.) dans le cadre de leurs missions relatives à l'ouvrage. Chaque examen donne lieu à un avis. Le contrôleur technique dispose d'un délai de 7 jours calendaires (à compter de la réception des documents) pour transmettre ses avis.

NB : avant chaque réunion des maîtrises, le présent titulaire communiquera au Maître d'ouvrage une synthèse de ses avis émis suspendus ou défavorables. Ce document synthétique sera à communiquer impérativement et obligatoirement 48 heures avant la tenue de la réunion.

3.4 Phase 3 : Avis et contrôle sur chantier des ouvrages et éléments d'équipements soumis au contrôle et formulation des avis correspondants

Pendant cette phase, le contrôleur technique procède à l'examen des conditions dans lesquelles s'effectuent les vérifications techniques qui incombent à chacun des constructeurs.

Le contrôleur technique donne un avis sur les certificats de classement au feu des matériaux, sur les éventuels certificats de résistance au feu d'éléments préfabriqués, ainsi que sur les procès-verbaux d'essais qui lui sont transmis.

Le contrôleur technique dispose d'un délai de 7 jours calendaires pour transmettre ses avis.

Au-delà des réunions de chantier, le contrôleur technique doit effectuer des contrôles sur place dont la fréquence dépendra du stade de réalisation de l'ouvrage. L'ensemble des ouvrages qui ne resteront pas visible à terme, devront faire l'objet d'une vérification et d'un avis du contrôleur techniques (ferraillage, ossatures etc.)

Ces visites de chantier font systématiquement l'objet d'un avis technique suivi d'une diffusion (acte d'information).

Le compte rendu de visite ainsi établi sera à diffuser dans les 48 heures qui suivent la visite.

3.5 Phase 4 : Opérations de réception

3.5.1 Démarches préalables à la visite de la commission de sécurité

Le contrôleur technique est informé de la date de demande d'autorisation ou de déclaration d'ouverture adressée au maire de la commune par le représentant légal du maître de l'ouvrage en application des dispositions de l'article R. 122-5 du Code de la construction et de l'habitation. Il dresse alors la liste des attendus de la part des différents intervenants (y compris maîtrise d'ouvrage), afin de faciliter les relances de l'OPC et la production d'un RVRAT exempt de réserves.

Le contrôleur technique est informé de la date de la visite de la commission de sécurité.

Préalablement à la visite de la commission de sécurité, en application des dispositions de l'article 46 du décret du 8 mars 1995 relatif à la commission consultative départementale d'accessibilité et de sécurité, le contrôleur technique établit une attestation, précisant que la mission solidité a bien été exécutée. En annexe à cette attestation le contrôleur technique joint un relevé des conclusions des rapports de contrôle attestant de la solidité de l'ouvrage.

Ces documents doivent être transmis au moins 15 jours avant la date de la visite de la Commission de Sécurité.

3.5.2 Prestations à fournir lors de la visite de la commission de sécurité

Le contrôleur technique est tenu d'assister le maître d'ouvrage pendant les visites de la commission de sécurité préalables à la procédure visant à la délivrance du certificat de conformité et de la décision définitive d'ouverture au public de l'ouvrage.

Lors de cette visite, le contrôleur technique doit être en mesure de fournir soit une attestation de levée de avis contenues dans ses rapports récapitulatifs, soit un état de réserves non levées une semaine avant le jour de la visite.

Le contrôleur technique classe les avis selon leur nature, en trois catégories : non conforme, non terminé ou non transmis.

3.5.3 Vérifications finales – Réception des travaux (chantier)

Le contrôleur technique fournit les prestations explicitement prévues par le CCTG Contrôle Technique dans un délai de 10 jours après la réception du chantier soit :

- Le Rapport de Vérifications Règlementaires Après Travaux (RVRAT),
- Le Rapport de Fin de Contrôle Technique (RFCT),
- Les diverses attestations prévues dans le cadre des missions

Pour les missions autres que la mission S visée ci-avant, le contrôleur technique fournit, en sus des prestations explicitement prévues par le CCTG Contrôle Technique, les prestations suivantes :

- Examen des procès-verbaux d'essais ;
- Examen des ouvrages au stade des opérations préalables à la réception en vue d'identifier les non-conformités non corrigées ou nouvelles
- **Visites de levées de réserves nécessaires pour établir le rapport définitif de fin de travaux.**

Au titre de son forfait de rémunération, le contrôleur technique est tenu d'effectuer toutes les visites de levées de réserves qui s'imposent et de transmettre des attestations de levée de réserves et/ou les rapports de vérifications finales et attestations épurées de toute réserve, y compris lorsque les levées de réserves sont réalisées post-réception de l'ouvrage. La diffusion des documents sera obligatoirement réalisée dans les 5 jours ouvrés qui suivent la visite.

3.6 Phase 5 : Contrôle des travaux effectués pendant la période de garantie de parfait achèvement

Pendant l'année de garantie de parfait achèvement, le contrôleur technique peut être invité sur le chantier, à une date préalablement fixée en accord avec le maître d'ouvrage, pour donner un avis sur les travaux de parachèvement des ouvrages ou sur une réserve de garantie de parfait achèvement dont la nature nécessite un avis du contrôleur technique.

Un mois au plus tard avant la fin du délai de garantie de parfait achèvement, le maître d'œuvre organise une visite de fin de délai de parfait achèvement.

Au cours de cette visite, à laquelle est convié le contrôleur technique, le maître d'œuvre effectue un constat de l'ensemble des désordres et dysfonctionnements qui subsistent à la date considérée. Ce constat reprend l'ensemble des défauts signalés et inclut les remarques éventuelles du contrôleur technique.

La visite fait l'objet d'un procès-verbal établi par le maître d'œuvre.

Article 4 Délais et fréquence d'intervention

4.1 Phase conception

Le contrôleur technique doit pendant toute la durée de la phase conception de l'opération assister aux réunions pour lesquelles il est explicitement convoqué en présence des divers acteurs du projet (Maîtrise d'Ouvrage, Assistant à Maître d'Ouvrage, Maître d'œuvre...) : **1 réunion de validation de dossier à chaque phase de conception (ESQ/DIAG, APS, APD, PRO, DCE) + 1 réunion avec le SDIS.**

4.2 Phase travaux

Le contrôleur technique doit pendant toute la durée des travaux (préparation + exécution) de l'opération :

- Effectuer des visites de chantier et des contrôles inopinés et/ou participer aux réunions de chantiers :
 - **1 visite minimum imposée toutes les semaines pendant les phases de travaux**
 - **1 présence imposée toutes les 2 semaines en moyenne en réunion de chantier qui peut être mutualisée avec la visite de chantier**
- Assister aux réunions des maitrises (**1 réunion tous les 2 mois minimum en moyenne**),
- Assister aux réunions (pour lesquelles il est explicitement convoqué) abordant les aspects relevant de ses domaines contractuels de prestations, en présence de l'entreprise concernés par la réalisation des travaux,
- Assister réunions de préparations des commissions de sécurité ainsi qu'aux commissions de sécurité

Présence complémentaire laissée à l'appréciation du contrôleur technique

Dans l'hypothèse où les situations de présence imposées ci avant ou définies par le Contrôleur Technique ne sont pas suffisantes pour lui permettre de remplir complètement sa mission dans des conditions satisfaisantes, il lui appartient de se rendre sur le chantier chaque fois que le bon déroulement de sa mission et l'exercice de sa responsabilité l'imposent.